



*Adresse à Madame Filippetti,  
Ministre de la Culture et de la Communication*

## **La période d'essai, c'est fini Maintenant, il faut vraiment changer de politique**

Lors des élections présidentielles de 2012, nous nous étions battus avec succès pour conserver un ministère de la culture de plein exercice. Ce combat, nous l'avons mené, encore une fois, dans le contexte des élections municipales et du remaniement ministériel annoncé suite à la gifle électorale du 30 mars.

Le nouveau gouvernement constitué par Manuel Valls le 2 avril comprend effectivement un ministère de la culture et voit votre reconduction, Madame Filippetti, au poste de Ministre de la Culture.

Il ne fait pas de doute que la capacité de mobilisation des personnels du ministère et leur investissement professionnel remarquable auront pesé dans la balance au moment de ce choix politique important. La CGT-Culture tient à saluer la constance et le courage des agents dans leur engagement quotidien.

Madame la Ministre, nous voulons vous adresser un message d'alerte et un appel à changer de cap sans délai. Le ministère de la culture connaît en effet une situation très difficile : ses politiques sont illisibles et manquent cruellement de souffle ; ses missions et ses moyens sont affaiblis ; les conditions de travail des agents y sont encore très dégradées ; quant au dialogue social, il s'apparente à une coquille vide et le fossé entre les paroles et les actes grandit chaque jour.

Madame la Ministre, vous devez stopper immédiatement l'hémorragie budgétaire et renoncer à toute nouvelle suppression d'emploi. Vous devez respecter votre engagement d'un agenda social au service de tous les personnels. Vous devez ainsi ouvrir, dans les jours qui viennent et en priorité, des négociations sur la carrière des agents, sur la revalorisation des filières professionnelles, sur les promotions et les régimes indemnitaires.

Madame la Ministre, vous devez également accepter l'idée de discussions approfondies sur les politiques de contenus et sur leur nécessaire évolution. Ce ministère a assurément besoin d'être repensé pour être refondé et renforcé. Il doit être conforté dans sa mission de service public et sa dimension de citoyenneté.

De très nombreuses questions, toutes peu ou prou vitales pour ce ministère, sont restées en suspens et sont aujourd'hui comme une épée de Damoclès insupportable au dessus de la tête des agents.

Vous êtes attendue, entre autres, sur la décentralisation et le devenir des DRAC.

Vous êtes attendue sur l'organisation du ministère et sur la place et le rôle de l'administration centrale et des directions générales.

Vous êtes attendue sur la cohésion du ministère et la tutelle que vous devez exercer en toute clarté sur 82 opérateurs.

Vous êtes attendue sur la « privatisation » de la culture et la marchandisation qui gagne nos établissements.

Vous êtes attendue sur le devenir de l'archéologie préventive.

Vous êtes attendue sur le travail, le sens, les conditions de travail et la santé des hommes et des femmes qui font ce ministère sur l'ensemble du territoire.

Ce qui s'est produit le 30 mars dernier dans notre pays est bien plus qu'un simple avertissement, c'est l'expression d'un profond malaise, d'une certaine forme de désespérance mais aussi d'une colère. C'est aussi par certains aspects, nous le savons, un choc et un coup porté aux valeurs républicaines et à la démocratie.

Le gouvernement auquel vous appartenez doit prendre la mesure de cette situation extrêmement préoccupante. Il doit comprendre, enfin, que la culture n'est ni un supplément d'âme ni un média de communication promotionnelle. Il doit comprendre que la culture dans toutes ses diversités et dimensions est essentielle à la re-construction des liens sociaux et à l'essor d'une démocratie moderne.

Le gouvernement doit entendre. Il doit changer de politique. Le temps presse et vous n'avez plus le droit à l'erreur.

Paris, le 4 avril 2014